

AP n° 2024-APC-037-IC

ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
concernant la société BLANDIN
modifiant les conditions d'exploitation d'une carrière et d'une station de transit
implantée sur le territoire des communes de Reims-la-Brûlée, Luxémont-et-Villotte et Marolles

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le Code minier ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles L.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- Vu** le schéma départemental des carrières de la Marne approuvé par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2014 ;
- Vu** l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR du 21 décembre 2017 à la société BLANDIN pour exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et de graviers sur le territoire des communes de Reims-la-Brûlée, lieu-dit « le Chemin de Vitry », et de Luxémont-et-Villotte, lieu-dit « Le Moulinet », modifiée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-APC-41-IC en date du 23 avril 2018 ;
- Vu** le porter-à-connaissance présenté le 15 mars 2022 par la société BLANDIN, dont le siège social est situé 20 rue Chantereine à RECY (51520), en vue d'obtenir la modification de son autorisation d'exploiter par les arrêtés préfectoraux précités ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas présentée le 7 août 2023 par la société BLANDIN, pour l'extension de la carrière de Reims-la-Brûlée et Luxémont-et-Villotte aux parcelles ZH6 dans la commune de Marolles au lieu-dit « Derrière le Moulinet » et ZL1 et ZL25 dans la commune de Luxémont-et-Villotte au lieu-dit « Le Moulinet » ;
- Vu** la décision préfectorale du 4 septembre 2023 relative à l'examen au cas par cas de la demande d'extension de la carrière de Reims-la-Brûlée et Luxémont-et-Villotte ;
- Vu** les compléments au dossier réceptionnés le 8 novembre 2023 et le 5 décembre 2023 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 janvier 2024 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 9 février 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par mail en date du 14 février 2024.

Considérant que la décision préfectorale du 4 septembre 2023 acte que la demande d'extension de la carrière de Reims-la-Brûlée et Luxémont-et-Villotte n'est pas soumise à évaluation environnementale ;

Considérant que la modification sollicitée impacte les conditions d'exploitation, notamment le phasage, la remise en état et le volume d'extraction ;

Considérant que les dangers ou inconvénients que présentent les modifications des installations et l'extension demandées par la société BLANDIN sont prévenus par des mesures.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 – Identification

Les conditions d'exploitation de l'installation de la société SA BLANDIN SABLES ET GRAVIERS, dont le siège social est situé 20 rue Chanteraine à Recy (51520), autorisée par arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR en date du 21 décembre 2017 pour sa carrière à ciel ouvert de sables et graviers située sur les territoires des communes de Reims-la-Brûlée, Luxémont-et-Villotte et Marolles, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Autorisation d'exploiter modifiées

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 2018-APC-41-IC en date du 23 avril 2018 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La société SA BLANDIN SABLES ET GRAVIERS, dont le siège social est situé 20 rue Chanteraine à Recy (51520), est autorisée à exploiter, sur les territoires des communes de Reims-la-Brûlée, Luxémont-et-Villotte et Marolles une carrière à ciel ouvert de sables et graviers portant sur les parcelles cadastrales suivantes :

- Reims-la-Brûlée au lieu-dit « Le Chemin de Vitry » : parcelle ZI 114 ;
- Luxémont-et-Villotte au lieu-dit « Le Moulinet » : parcelle ZL 32 ;
- Luxémont-et-Villotte au lieu-dit « le Moulinet » : parcelles ZL1 et ZL25 ;
- Marolles au lieu-dit « Derrière le Moulinet » : parcelle ZH6.

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR en date du 21 décembre 2017 portant le plan cadastral est remplacée par l'annexe 1 portant le même intitulé dans le présent arrêté. »

Article 3 – Tableau de la nomenclature

Le tableau de la nomenclature figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2018-APC-41-IC en date du 23 avril 2018 est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

«

| Désignation des installations | Rubrique | Régime | Quantité / unité |
|--|----------|--------|---|
| Exploitation de carrières Extraction de sables et graviers Surface cadastrale totale : 26 ha 45 a 75 ca Superficie exploitable totale : 20 ha 00 a 00 ca Quantité maximale à extraire : 350 000 m³ (630 000 t) | 2510-1 | A | 56000 t / an en moyenne 80000 t / an maximum |
| Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5000 m ² , mais inférieure ou égale à 10000 m ² | 2517-3 | D | Surface < 1 ha |
| Station-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total | 1435 | NC | Volume distribué < 100 m ³ / an |

A : Autorisation, D : Déclaration, NC : non classable

»

Article 4 – Durée de l'autorisation

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR en date du 21 décembre 2017 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'autorisation est accordée pour une durée de 15 ans, à dater de la notification de l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR en date du 21 décembre 2017. La remise en état est incluse dans la durée d'autorisation.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire. L'extraction de matériaux commercialisables doit être réalisée au plus tard un an avant la fin de l'autorisation. »

Article 5 – Plan de phasage général d'exploitation modifié

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n° 2018-APC-41-IC en date du 23 avril 2018 portant le phasage d'exploitation est abrogée et remplacée par l'annexe 2 portant le même intitulé dans le présent arrêté.

Article 6 – Limitation de l'extraction

L'article 19 de l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR du 21 décembre 2017 est abrogé et remplacé comme suit :

« Au droit de la carrière initialement autorisée :

- l'épaisseur d'extraction moyenne est de 3,00 m ;
- la côte de Nivellement général de la France (NGF) du site est d'environ 110 m NGF ;
- la côte minimale d'extraction est de 106,50 m à 107 m NGF.

Au droit de l'extension :

- l'épaisseur d'extraction moyenne est de 2,70 m ;
- la côte NGF du site est d'environ 105 m NGF ;
- la côte minimale d'extraction est de 102 m à 104,50 m NGF.

La production maximale correspondant à l'extraction réalisée dans le périmètre autorisé est de 350000 m³ (630000 t). La production annuelle maximale autorisée est de 80000 tonnes. »

Article 7 – Projet de remise en état modifié

Les annexes 3 et 4 de l'arrêté préfectoral n° 2018-APC-41-IC en date du 23 avril 2018 portant le projet de remise en état sont abrogées et remplacées par l'annexe 3 dans le présent arrêté.

L'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre au plan de remise en état objet de l'annexe 3 du présent arrêté.

Article 8 – Remise en état

Les prescriptions de l'article 39 de l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR du 21 décembre 2017 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre au plan de remise en état objet de l'annexe 3 du présent arrêté.

– Dans l'emprise de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR du 21 décembre 2017 : (parcelle ZI114 à Reims-la-Brûlée et parcelle ZL32 à Luxémont-et-Villotte)

Les travaux de remise en état s'effectueront à l'aide de la découverte, des fines de lavage provenant d'installations de traitement voisines, du refus de criblage et de remblais extérieurs inertes.

Le volume de matériaux disponibles pour l'ensemble de ces opérations est d'environ 213500 m³ répartis de la manière suivante :

- 92500 m³ de stériles de découverte ;
- 38000 m³ de terre végétale ;
- 4000 m³ de refus de criblage ;
- 79000 m³ de matériaux extérieurs comprenant des fines de lavage à hauteur (20%).

La remise en état doit compenser le prélèvement partiel des terres agricoles originelles avec, à l'est du site, la remise en culture d'une zone d'environ 2,6 ha. Elle vise aussi à conserver la logique d'une remise-en-état cohérente avec l'occupation des terrains limitrophes au Sud.

La remise en état permet principalement d'aménager une vaste zone humide (prairie mésohygrophile, mares, zones en eau temporaire et permanente, hauts fonds) diversifiée sur environ 7 ha et des milieux plus secs (pelouse sèche, prairie mésophile) sur environ 6 ha.

La remise en état comporte la mise en œuvre des mesures suivantes :

- créer une prairie mésophile à mésohygrophile, aménagée d'ouest en est du site ; elle présentera sur une pente douce un gradient hygrométrique progressif, allant de la prairie humide à la prairie mésophile. Cette zone occupera une surface d'environ 4,7 ha ;
- remblayer une partie des terrains convertie en prairie humide jusqu'à une cote inférieure à celle initiale ; les talus auront des pentes très douces, de 1 à 5° environ, 10° maximum ;
- créer et aménager au nord-ouest du site une zone en eau d'une superficie de 2,3 ha environ, en grande partie peu profonde, comprenant une zone en eau temporaire (0,18 ha). Le fond de cette zone en eau sera partiellement remblayé à l'aide du refus de criblage, là où la profondeur dépasse 2 m en période de hautes eaux ;
- aménager le plan d'eau aux formes irrégulières de la manière suivante :
 - créer des berges profilées, concaves, au niveau de la zone en eau permanente, à constituer au fur et à mesure de l'exploitation. Elles auront une pente de 5° au maximum afin d'assurer leur stabilité et la pérennité de leurs aménagements ;
 - créer sur 1 ha, le long des berges de la zone en eau, de nombreuses zones de hauts fonds, tantôt immergées, tantôt émergées en fonction du battement de la nappe. Leur végétalisation sera diversifiée de manière à répondre à des objectifs tant paysagers qu'écologiques :
 - elles permettront le développement de roselières (0,38 ha en bordure sud des zones de hauts fonds) en mettant en place une couche superficielle de fines de lavage ;
 - une seule espèce par zone de roselière sera plantée sans omettre de favoriser la plantation de Roseau Phragmites Australis ;
 - la végétation rivulaire mixte sera diversifiée avec la création de 2 zones de végétation plus rase (0,3 ha chacune, en pente très douce, de 1 à 2°) ;
 - des zones vierges de toute végétation seront créées.
- créer 8 à 10 mares temporaires, distinctes, peu profondes (0,7 à 1,20 m), d'une surface chacune comprise entre 80 et 300 m², localisées entre la zone de hauts fonds à végétation basse, au nord-est du plan d'eau, et le milieu de la prairie humide ;
- créer 0,70 ha de pelouse sèche au sud-ouest du site, afin de compenser les impacts de destruction/altération d'individus et d'habitats de la Vulpie Queue d'écureuil ; l'habitat favorable à l'implantation de cette graminée sera mis en place par l'utilisation du substrat stocké sous forme de merlons installés en périphérie du site et complété d'un substrat sableux ;
- créer environ 5 ha de prairie (de fauche) mésophile sur le pourtour du site, à partir des terrains non exploités correspondants aux bandes périphériques de 10 m, y compris au nord-est de la canalisation de gaz afin d'assurer la stabilité du terrain dans ce périmètre et aux zones archéologiques préservées ;
- à l'ouest du site, mettre en place une haie-écran (0,21 ha), arbustive, faite d'essences arborées locales, inventoriées lors de l'état initial ;
- à l'est du site, la zone de culture est maintenue à hauteur de 2,6 ha.

- Dans l'emprise de l'extension : (parcelles ZL1 et ZL25 à Luxémont-et-Villotte et parcelle ZH6 à Marolles).

La remise en état de l'extension consistera en un remblaiement partiel du site à l'aide de matériaux inertes extérieurs et de la découverte afin de restituer 10 ha de prairie mésophile.

Le volume de matériaux nécessaire pour la remise en état est d'environ 136900 m³ répartis comme suit :

- 63875 m³ : de stériles de découverte ;
- 27375 m³ : de terre végétale ;
- 45650 m³ : d'apports extérieurs.

La remise en état consistera en un remblaiement partiel, jusqu'à une cote supérieure à la hauteur des plus hautes eaux.

Les talus résiduels seront aménagés en pente douce (30° maximum).

Pour l'ensemble de la surface exploitée :

L'exploitation du site doit être fondée sur le principe de coordination entre l'avancée de l'extraction et celle de la remise en état.

Les matériaux inertes extérieurs répondront aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR du 21 décembre 2017.

En fin d'exploitation, tous les engins, équipements et produits polluants seront évacués. Les déchets résiduels seront valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

Une haie-écran arbustive constituée d'essences locales sera mise en place entre le secteur de la carrière actuelle et celui de l'extension.

Pour la création des surfaces de prairie mésophile, un semencement sera probablement nécessaire afin d'obtenir une prairie de type mésophile. Les graines choisies pour ces semis seront issues exclusivement d'espèces indigènes à la zone d'étude, soit de la Champagne-Ardenne.

Ces prairies seront gérées de manière extensive, c'est-à-dire en l'absence d'amendements et par fauche. L'idéal sera de ne réaliser qu'une seule fauche par an, aux alentours de début octobre. Si une deuxième fauche doit être réalisée, elle aura lieu début juin. Cette fauche, plus précoce, favorisera le développement des dicotylédones et donc des plantes à fleurs, favorables aux insectes butineurs.

Il sera impératif de prévoir des zones refuges lors des opérations de fauche. Les consignes à appliquer seront les suivantes :

- ne jamais réaliser de fauche centripète c'est-à-dire en partant des bords de la prairie et en décrivant des cercles qui se terminent par le centre du terrain. Cela équivaut à piéger les animaux dans la parcelle fauchée ;
- la hauteur de la fauche sera d'au minimum 10 cm ;
- la vitesse de fauche n'excédera pas 10 km/h afin de laisser le temps aux animaux nicheurs au sol de fuir ;
- le foin sera laissé au sol quelques jours pour permettre aux graines de tomber au sol, puis sera exporté de la prairie après la coupe. »

Article 9 – Garanties financières

Le premier paragraphe « Montant de référence des garanties financières » de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR du 21 décembre 2017 est abrogé et remplacé comme suit :

« Le montant de référence des garanties financières est établi avec :

- un montant de base calculé en fonction des caractéristiques maximales S1 (surfaces infrastructures et défrichée) et S2 (surface en chantier) au cours de la période quinquennale considérée, et les forfaits correspondants indiqués à l'arrêté du 9 février 2004 modifié ;
- un coefficient multiplicateur.

Le montant de référence (Cr) des garanties financières est fixé dans le tableau suivant. Pour sa détermination, l'exploitant a défini trois périodes quinquennales. Pour chacune des périodes quinquennales, l'année la plus pénalisante financièrement a été prise en compte.

Les montants de référence (Cr) des garanties financières sont fixés dans le tableau suivant.

| Période | S1 (ha) | S2 (ha) | L (m) | Montant de base | Coefficient multiplicateur | Montant de référence (Cr) |
|-----------|---------|---------|-------|-----------------|----------------------------|---------------------------|
| 2017-2022 | 0,3200 | 2,7000 | 830 | 135976,60 € | 1,3910 | 189143,45 € |
| 2023-2028 | 1,1211 | 4,1000 | 239 | 168198,58 € | 1,3910 | 233964,22 € |
| 2028-2032 | 0,3290 | 2,9300 | 192 | 114000,77 € | 1,3910 | 158575,07 € |

Le coefficient multiplicateur a été défini par :

- l'indice TP01 de mai 2009 (INDEX0) égal à 616,5 (arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié) ;
- l'indice TP01 (INDEXR) égal à 854,7126 (indice de septembre 2023 [130,8] x coefficient de raccordement [6,5345]) ;
- le taux de TVA applicable en janvier 2009 (TVA0) de 0,196 ;
- le taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral (TVAR) de 0,200. »

Article 10 – Conformité aux plans et données techniques

Les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2018-APC-41-IC en date du 23 avril 2018 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les prescriptions édictées à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2017-AU-26-CARR du 21 décembre 2017 relatives à la conformité aux plans et données techniques du dossier d'autorisation d'exploiter, s'appliquent aux prescriptions et modifications édictées aux articles 3 à 7 du présent arrêté. »

Article 11 – Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la date de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 12 – Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne (soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr) :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article L.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans **un délai de quinze jours francs** à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

Article 13 – Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées et Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Messieurs les Maires de Luxémont-et-Villotte, de Reims-la-Brulée et de Marolles, qui en donneront communication à leurs conseils municipaux.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société BLANDIN dont le siège social est situé 20 rue Chanteraine à Recy (51520).

Messieurs les Maires des communes de Luxémont-et-Villotte, de Reims-la-Brulée et de Marolles procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

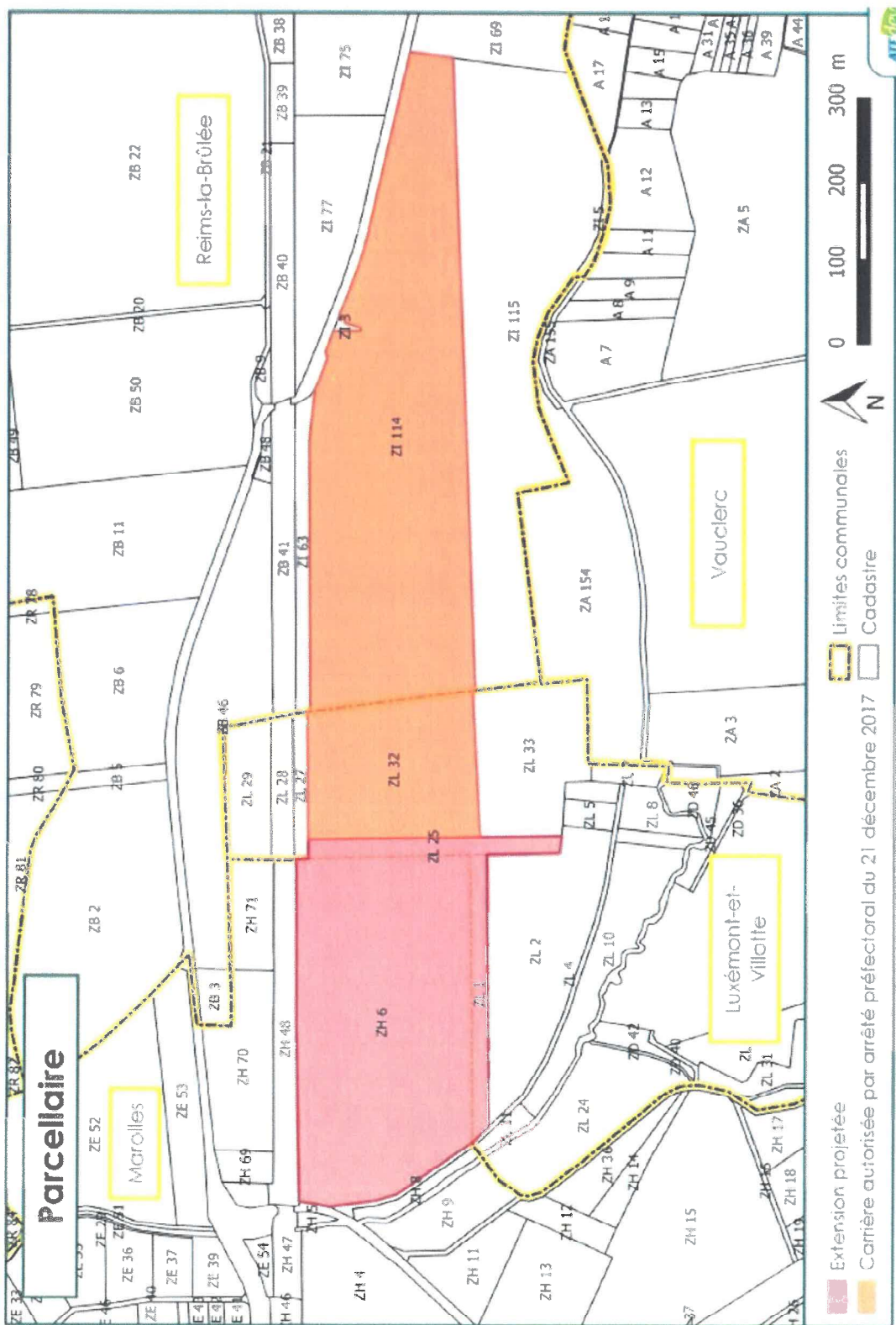
L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Châlons-en-Champagne, le **19 MARS 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,

Raymond YEDDOU

Annexe 1 : Plan cadastral



Annexe 2 : Plan de phasage d'exploitation



Annexe 3 : Plan de remise en état

